

Attestation de prise de connaissance de l'IM 2004

ETAT CIVIL ET EMPLOI :

Nom et prénoms :

Grade et emploi :

Service employeur :

Prise en compte de l'équipement –

Je, soussigné(e) Déclare :

- avoir pris connaissance de l'IM 2004 relative à la fonction d'administrateur de systèmes d'information et de communication au sein du ministère de la Défense du 14 décembre 2009 ;
- m'engage à respecter les termes de l'IM 2004.

à, le
(nom et signature de l'administrateur)

à, le
(nom, fonction et signature)

Atteste que l'intéressé(e) a été informé(e) de ses responsabilités
à l'égard de la fonction administrateur

INFORMATIONS

L'administrateur d'un système industriel d'infrastructure relevant du périmètre de l'ESID de Bordeaux doit prendre connaissance de l'IM 2004 et s'engager à la respecter. Il saisit son nom, son prénom, son emploi ou fonction, et l'entreprise qui l'emploie. L'attestation est imprimée recto-verso. Le RSSI-A du système atteste que l'administrateur a été informé de ses devoirs et conserve cette attestation comme preuve.

L'instruction ministérielle N° 2004/DEF/DGSIC relative à la fonction d'administrateur de systèmes d'information et de communication au sein du ministère de la défense est disponible sur le site de Légifrance.

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=30268>

Les règles principales concernant les devoirs de l'administrateur sont les suivantes.

✓ L'administrateur doit appliquer les politiques d'exploitation de sécurité (PES) attachées aux systèmes dont il a la charge de la mise en œuvre et rendre compte au RSSI-A de toute difficulté d'application.

Il est notamment interdit de modifier l'architecture du système, de l'interconnecter à un autre réseau (ex : internet) ou de modifier l'attribution des droits sans avoir eu l'accord du RSSI-A au préalable.

✓ Il est interdit à l'administrateur de faire usage de ces droits à d'autres fins que celle de sa mission.

✓ L'administrateur doit toujours agir dans le seul intérêt du maintien en condition opérationnelle - et en particulier du niveau de sécurité - du système géré et dans le strict respect de la confidentialité des informations qu'il est amené à connaître.

✓ L'administration a obligation de discrétion professionnelle pour protéger les informations de l'administration dont la divulgation pourrait nuire au bon fonctionnement de ses tâches.

✓ Dans le cas d'un système de vidéosurveillance, si un administrateur venait exceptionnellement à prendre connaissance du contenu des enregistrements d'images ou de conversation pour des motifs légitimes de maintien en condition de sécurité du système, il lui est interdit de divulguer les informations qu'il aurait été ainsi amené à connaître.

✓ L'administrateur peut constater des dysfonctionnements ou des incidents de sécurité touchant le système. Il doit faire cesser l'incident et en informe sans délai le RSSI-A. Avec son accord, il doit recouvrer le niveau de sécurité nominal et assurer la continuité du service en mode dégradé.

✓ Si l'administrateur découvre des crimes et délits, ils doivent être rapportés sans délais au RSSI-A qui contactera la gendarmerie ou les services de police.